

Arguments pour la lutte sociale

Numéro 82 du 2 novembre 2017

Spécial Alternative à gauche : Appels, réunions, rencontres

Présentation

Nous reproduisons ci-dessous :

- le compte-rendu de la rencontre que notre blog a animé le 22 octobre, qui débouche sur le projet d'une assemblée-débat en février,
- le procés-verbal d'une rencontre de militants de gauche de toutes tendances dans l'Allier,
- le compte-rendu de la constitution de l'espace citoyen du Val d'Yerres,
- l'appel "Travaillons ensemble",
- un appel de militants et sympathisants socialistes : si ce dernier appel semble se situer dans le cadre du PS tout en attestant de l'effondrement en cours de ce cadre, il pose une question qui ne peut sans doute trouver sa solution qu'en dehors de lui, ou au delà de lui, aujourd'hui : celle d'un vrai congrès refondateur.

Ne sommes-nous pas tous concernés ?

De cette effervescence où l'ancien - les militants formés dans la lutte dans et/ou contre les "vieux partis"- rejoint le nouveau - la jeunesse et ceux qui reviennent du ballon gazeux "populiste" - doit sortir l'alternative politique, démocratique et par là révolutionnaire !

Tel est le sens de notre propre blog.

Continuons !

Compte-rendu de la première rencontre du 22 octobre

Ce dimanche 22 octobre 2017 une première réunion de militants et de courants politiques faisant suite à l' »Appel à se rencontrer » lancé par APLS et R.Duguet s'est tenue sur le thème : constituer une alternative politique de gauche et pluraliste à Macron et débattre du programme nécessaire contre le capitalisme.

Y ont participé les animateurs du blog Arguments Pour la Lutte Sociale V. Présumey et O. Delbeke, le camarade R. Duguet animateur du blog <http://socialisme-2010.fr/blog2016/index.php>, B. Fisher animateur du blog [http://fischer02003.over-](http://fischer02003.over-blog.com/)

[blog.com/](#), un représentant de l'Espace citoyen du Val d'Yerres, membre du PCF, une délégation de la Gauche Démocratique et Sociale et du journal Démocratie et Socialisme.

Dans la discussion, des éléments ont été apportés sur le collectif citoyen du Val d'Yerres, sur la réunion de militants de gauche et syndicalistes et de représentants du PCF, d'Ensemble et des exclus du PS tenue dans l'Allier le 22 septembre, et sur l'Appel pour un collectif unitaire à gauche "Travaillons ensemble" (Voir <http://www.filoché.net/2017/09/14/appel-pour-un-collectif-unitaire-a-gauche-travaillons-ensemble/>).

Les animateurs d'APLS, R. Duguet et les représentants de la GDS se sont accordés sur les points suivants :

- nous avons besoin, au niveau du mouvement social, du Tous ensemble pour l'abrogation des ordonnances Macron et de la loi El Khomri, généralisant et centralisant la lutte contre ce gouvernement.
- nous avons besoin, au niveau de l'alternative politique, d'une fédération de toutes les forces, qu'elles soient réformistes, révolutionnaires, ou autres, qui entendent, contre Macron, se situer sur le terrain de la nécessité d'une recomposition politique des forces du salariat pour les exploité(e)s et opprimé(e)s.

Ceci nécessite, sans que ce soit un préalable à l'unité, que se développe une vraie discussion de fond sur le programme et les fondements de nos luttes communes. Dans l'état actuel de la représentation politique de notre camp, nul n'est en droit de se poser comme le leader suprême vers lequel tous et toutes doivent converger : la recomposition ne peut se faire sans la démocratie politique la plus large. Le mouvement des ouvriers et de la jeunesse en Catalogne en s'auto-organisant dans les Comité de Défense du Référendum pour la république catalane indique le chemin. Les développements opposant Catalogne et Etat espagnol soulignent en outre l'urgence de ce débat qui doit bien entendu appréhender les questions posées au niveau européen et international.

En conséquence, nous impulsions une initiative nationale du type assemblée/réunion/débat large sur ces thèmes (non concurrente envers toute autre initiative similaire, bien au contraire) au plus tard pour le mois de février 2018.

Compte-rendu de la rencontre du 20 septembre 2017 à Tronget (Allier).

Vincent Présumey (militant politique et syndicaliste, Moulins) introduit en rappelant l'idée sur laquelle cette rencontre a été lancée par Sylvain Bourdier, Alexis Mayet, Céline Bourdier et lui-même : contre la politique antisociale de Macron, construire une alternative pluraliste et de gauche. Il précise que pour lui, cette formulation est une formulation de rupture par rapport au passé. Le débat sur le programme n'est pas un préalable à l'action commune mais il en découle nécessairement.

Jean Mallot (ancien député PS, candidat aux législatives sur Moulins, aujourd'hui exclu du PS) précise que pour lui le projet à reconstruire sera réformiste, revenant sur

les questions européenne, sociale, sur la gestion des entreprises et la formation, et les modalités de contrôle et d'expression populaire après une victoire électorale.

Michelle Kapala (syndicaliste, candidate FI suppléante sur Moulins avant le retrait de cette candidature en faveur de J.P. Dufrègne, militante de République et Socialisme) pense qu'un programme doit contenir quelques idées fortes, les fondamentaux, soit un socle républicain et laïque qui comporte les droits sociaux fondamentaux (code du travail, service public, Sécurité sociale), de façon à ce que l'on puisse être à la fois bien cadré sur les principes et larges dans l'action....

Sylvain Bourdier (candidat FI et d'autres forces de gauche en tête de la gauche sur la circonscription de Montluçon aux législatives) se définit comme FI ouvert et unitaire, dans une situation où les années passées comptent double, et où il y a urgence. Il importe d'être principiels, et pas de verser dans le soi-disant pragmatisme qui a mené au ralliement complet au libéralisme. C'est maintenant un devoir de rassembler.

Alexis Mayet (Assistant d'éducation et syndicaliste, élu municipal à St-Germain des Fossés) explique qu'il a une nuance avec des camarades de son organisation politique, Ensemble, qui souhaitent intervenir dans la France Insoumise, sur l'appréciation des élections de ce printemps : nous (le monde du travail et la jeunesse) avons bien subi une défaite, qui pèse. Le rassemblement est donc d'autant plus nécessaire qu'il est illusoire de se faire croire que le remplacement du PS par la FI a eu lieu, et quoi qu'il en soit, pas de manière victorieuse. L'heure est donc à la reconstruction pour notre camp social et politique. Il faut assumer les débats nécessaires, dans la pluralité et la confrontation démocratique.

Sylvie Bonnin (militante syndicaliste) pense qu'il faut combiner un noyau dur et une démarche à géométrie variable. Dans le noyau dur il faut rejeter la V^e République et quel que soit le nom qu'on lui donne défendre une vraie République démocratique. Et aller vers un autre système, bien l'indiquer.

Gérard Gendre (militant associatif pour le droit au logement) estime que PS et PCF sont morts, que si tout n'est pas négatif dans la FI la perspective de Mélenchon président ne répond pas aux besoins présents, et que, d'ailleurs, se pose de manière aigüe la question de confiance des relations entre peuple et élus à tous les niveaux, du local au national.

Vincent Présumey explique qu'il était hésitant ces dernières années sur l'emploi du mot "gauche" en raison de la politique au pouvoir de ceux qui s'en réclament, l'important étant le contenu social, mais qu'il pense qu'il faut à nouveau revendiquer ce terme contre l'idéologie populiste qui s'en prend au contenu social. Le programme ne doit pas être concu comme un préalable, mais comme un aboutissement, en sachant qu'il s'agit d'accoucher de quelque chose qui intègre la démocratie contre la V^e République, la démocratie contre l'accumulation illimitée du capital, et la démocratie pour refaire un monde habitable. L'Allier a un rôle à jouer dans l'établissement du lien entre l'héritage du mouvement ouvrier et cet avenir.

Sylvie Bonnin insiste sur l'importance des luttes sociales présentes, de l'affrontement social. Politiquement il faut dire que l'on doit chasser Macron. Il nous faut discuter d'un programme alternatif à Macron, mais des perspectives de combat ont plus

d'importance qu'un programme clef en main.

Sylvain Bourdier signale à ce sujet que pendant les législatives, la FI fournissait en quelque sorte un programme clef en main, ayant réponse à tout, mais que tout étant efficace organisationnellement ceci ne permettait pas de vraiment rassembler et discuter, ce qu'il a continué à faire par lui-même. Le rassemblement du lendemain (23 septembre), à en juger par les inscriptions sur le secteur de Montluçon, s'annonce puissant.

Michele Kappala explique qu'un groupe FI s'est reconstitué sur Moulins, mais que ce qui est important aussi est que des gens de différentes organisations politiques (ou d'aucune) se retrouvent pour avoir un débat de fond, qui recoupe de toute façon ce qui se raconte dans chaque organisation, forcément. Le collectif d'avril à Moulins a joué ce rôle et va continuer, mais il faut plus : discuter ensemble pour une alternative politique, ce que nous faisons ici.

Jean Mallot pense qu'en effet une stratégie de rassemblement est nécessaire, que jamais la gauche n'a gagné autrement. Et dans ce cadre dessiner un projet qui revienne sur les principes fondamentaux (égalité, laïcité, écologie), des mesures fiscales et sociales, un changement de République évitant le numéro "6" trop usité et galvaudé, et d'ailleurs la constitution de 58 sans l'élection du président au suffrage universel permettrait de rétablir un vrai parlementarisme, et une pratique de gouvernement qui reste vivante et démocratique, en prise avec le mouvement social.

Alexis Mayet fumant sa cigarette dans la porte entrouverte interrompt l'intervenant en apercevant **Yannick Monnet** au loin dans la nuit tombante.

Yannick Monnet, représentant la Fédération de l'Allier du PCF, nous rejoint donc à ce moment là, alors que Jean Mallot doit partir.

Vincent Présumey résume la discussion en insistant sur la représentativité remarquable, en termes militants (politiques, syndicaux et associatifs) de la présente réunion, mais en ajoutant qu'elle ne doit pas rester un coup pour rien et qu'il faut envisager des initiatives.

Alexis Mayet propose d'aller vers une sorte de bulletin, qui pourrait s'inspirer de la feuille "Passerelles" diffusée à la Fête de l'Huma ([voir PJ](#)), avec des contributions diverses (équipe de J.C. Dufrègne, syndicalistes, collectif d'avril ...).

Vincent Présumey remarque qu'il faut préciser ce qu'on vise par un débat sur le programme : nous sommes capables d'en écrire et ce ne sont pas les documents programmatiques qui manquent, mais le défi est d'associer, de passionner, de créer une dynamique qui s'en empare, tout en affrontant le régime actuel et pour l'affronter.

Yannick Monnet estime qu'en effet écrire n'est pas le plus compliqué. Il s'agit de créer une dynamique avec des méthodes à la Ruffin, dont on peut s'inspirer. Prendre des thèmes comme par exemple la santé dans l'Allier, avec la pénurie de médecins et la situation présente. En somme, avoir aussi en tête l'immédiat.

Sylvain Bourdier : il faut tisser la toile et aller vers une réunion ouverte, large,

publique.

Yannick Monnet prend un autre exemple de sujet immédiat pressant : les mineurs non accompagnés que le service public doit prendre en charge, ce que la politique actuelle du Département tend à remettre en cause.

Sylvie Bonnin confirme.

Yannick Monnet termine sur les exemples d'initiatives qui lui semblent nécessaires : agir sur la question des emplois aidés, et sur l'exploitation par les banques, mobiliser les consciences.

Dans le brouhaha général d'une fin de réunion animée et sympathique, on se dit qu'il faut aller de l'avant et on décide de diffuser largement ce compte-rendu en tant qu'amuse-gueule pour rassembler, et de fixer une date pour une réunion plus large qui aura la tache, naturellement si les participants le souhaitent, d'aller vers une conférence de presse et une assemblée publique, avec des invités éventuels (sont cités F. Ruffin et G. Filoche) et avant tout d'élargir.

Cette réunion est conviée prochainement, le 17 novembre.

Constitution de l'Espace Citoyen du Val d'Yerres le 11 octobre, par Robert Duguet

Le 11 octobre 2017 une trentaine de citoyens se sont réunis à Yerres pour constituer une association à déclarer sous le titre : « *Espace Citoyen du Val d'Yerres* ».

Tout d'abord un petit rappel historique : ce regroupement fait suite à l'Assemblée Citoyenne du Val d'Yerres qui existait depuis la constitution du Front de Gauche. Après l'éclatement de ce dernier au niveau national, nous avons décidé de continuer le combat pour un front politique pluraliste et démocratique.

La plupart des militants et citoyens présents ont en fait participé à la campagne pour l'élection présidentielle de 2017 et soutenu la candidature de Jean Luc Mélenchon. Le report de 7 millions de voix sur le nom du candidat de la France Insoumise n'a pas entraîné la même dynamique lors des législatives qui ont suivi : premier problème politique, pourquoi ? Situation particulière dans le Val d'Yerres : le candidat Nicolas Dupont Aignan passe un accord avec la présidente du FN quasiment pour un contrat de gouvernement, au cas où cette dernière arrive en tête. Ce fait politique extrêmement grave voit une importante mobilisation citoyenne se développer dans la circonscription. Le 1er mai c'est pas moins d'un millier de manifestants qui défilent dans les rues de la ville de Yerres, dont Nicolas Dupont Aignan est le maire. Pour une petite commune de banlieue c'est énorme. Toutes les conditions politiques étaient réunies pour rassembler et choisir le candidat le mieux placé pour chasser Dupont Aignan : la France Insoumise a choisi de faire cavalier seul, sur la ligne du leader maximo : les autres formations, partis ou groupes de citoyens, cela n'existe pas. Mélenchon aura même cette délicatesse à l'encontre du PCF : c'est « *le néant et la mort* ». Résultat : Nicolas Dupont Aignan passe avec une courte majorité. Ce problème a fortement choqué tous ceux et celles qui ont fait la campagne de Jean Luc Mélenchon. Et pour revenir sur la campagne présidentielle de 2017, il est vraisemblable que si Mélenchon avait joué la carte du Front

Politique pour l'unité FI-Hamon et PCF, il serait aujourd'hui président de la République...

C'est à partir de là que nous avons pris l'initiative de continuer. L'objet de l'association a été longuement discuté par les participants et peut être résumé par cette phrase de l'article 2 des statuts :

« Le forum citoyen regroupe celles et ceux qui veulent participer à l'élaboration des principales mesures qui permettraient de sortir de la crise économique, écologique et sociale dans laquelle le capitalisme a plongé la société... »

A partir de cette déclaration de principe, nous avons ébauché comment une association de ce type pouvait fonctionner.

- De quoi ont besoin aujourd'hui ceux et celles, les salariés, la jeunesse précarisée, pour continuer à s'opposer à la société que nous promet Macron, commis voyageur du MEDEF ? Un forum est un lieu politique où l'on peut venir discuter, se confronter et mettre en œuvre des initiatives à prendre.
- Le Front de Gauche a été un moment important qui a permis le regroupement d'une gauche radicale mais qui avait ses propres obstacles internes : cartel strictement électoral, il n'a pas permis de regrouper largement et de constituer un mouvement de masse. Si nous considérons que les partis, associations, syndicats ou regroupement informels de citoyens peuvent apporter des propositions à discuter, **il faut donc que le forum fonctionne sur le mode : un citoyen = une voix. Il est donc indépendant des partis politiques, même s'il en reconnaît l'apport éventuel.**
- Le forum se propose d'organiser des réunions sur des thèmes précis, inviter par exemple des conférenciers ou responsables de syndicats ou d'association, sur les questions auxquelles nous sommes confrontés dans la vie sociale.
- Sans toutefois considérer les élections comme le centre absolu de la vie politique, le forum décidera en temps utile, s'il prend des initiatives dans les prochaines confrontations électorales locales.

Voilà quelques-unes des questions qui ont été abordées lors de l'assemblée constitutive. A suivre et à développer...

Texte de l'appel "Travaillons ensemble"

Les propositions d'alternatives sont présentes dans la société.

Le rejet massif de la loi El Khomri en 2016 reste prégnant. Il conduit au rejet des ordonnances anti sociales qui vont aggraver la casse du droit du travail. **Le social reste au cœur des préoccupations d'une majorité de jeunes, de salariés, de retraités.**

La mise en cause des APL, des emplois aidés, l'augmentation de la CSG ont été rejetées dès cet été. La baisse de popularité d'un Président élu par défaut s'explique d'abord par cette réalité.

Quant aux attentes en termes de transition écologiste, de démocratie, de solidarité avec les migrants ... elles risquent, sans aucun doute, d'être tout autant balayées.

La politique de ce gouvernement est clairement de droite.

Face à cette imposture, nous appelons à une **convergence d'actions permanentes** des forces de gauche, associatives, écologistes ... et du mouvement social. Une telle convergence redonnerait confiance.

Ce qui manque pour défaire ce gouvernement c'est la perspective d'une alternative majoritaire.

À partir de forces dispersées, cette perspective existe ! Nous voulons œuvrer à son rassemblement.

Nous appelons chacune et chacun à prendre l'initiative, à agir et débattre.

Nous sommes une force mais nous avons besoin de **passerelles** de débats entre mouvements tant sur le plan politique, syndical qu'associatif ou citoyen !

Rassemblons-nous partout dans des collectifs unitaires de la gauche sociale, écologiste, intellectuelle ou culturelle. Toutes les forces peuvent y contribuer ! Que l'on ait ou non des attaches partisanes, que l'on soit salarié, jeune, retraité, sans emploi, intellectuel, artiste ... communiste, écologiste, insoumis, socialiste ... syndicaliste, associatif, féministe, membre d'organisations de jeunesse ... Le ciment de notre force c'est la volonté de vivre mieux, de transformer ensemble notre société.

Sans attendre, nous constituons un comité de liaison ouvert, pluraliste. Nous publierons un bulletin de liaison reprenant initiatives locales, nationales, débats contradictoires ... Il sera enrichi au fur et à mesure.

Sans attendre, nous appelons à la mobilisation sociale avec les organisations syndicales, de jeunesse, de retraités, de précaires ou de privés d'emploi. Nous appelons à rejoindre toutes les initiatives unitaires.

Ensemble, nous pouvons et nous devons construire une nouvelle gauche écologiste et sociale de demain.

Celle-ci se doit d'avoir comme objectif d'améliorer le niveau de vie et des conditions de travail de nos concitoyens, de privilégier l'intérêt des salariés à celui de la finance, de défendre et de développer les services publics, d'imposer un développement écologique et pérenne respectueux de l'Homme et de notre planète, de lutter pour l'égalité et l'accès aux droits de toutes et tous, de développer les solidarités locales, nationales et internationales ...

Pour nous joindre : passerelles-debatgauche@laposte.net

Premiers signataires

Marie-Christine Aragon, Cons. Dép. Bayonne 3 ; **Michel Angot**, syndicaliste retraité ; **Olivier Aslangul**, BN de Nouvelle Donne ; **Marinette Bache**, conseillère de Paris, R et S ; **Guillaume Balas**, député européen ; **Francine Bavay**, Écologie sociale ; **Michel Bock**, militant EELV ; **Jacques Boutault**, maire du 2ème arrt Paris, EELV ; **Jean Claude Branchereau**, Gauche Démocratique et Sociale ; **Patrick Brody**, syndicaliste ; **Jean Claude Chailley**, SG Résistance sociale ; **Alain Coulombel**, Bureau exécutif EELV ; **Armand Creus**, Ensemble ! Lyon ; **Olivier Dartigolles**, porte-parole du PCF ; **Jean Pierre Dubois**, militant des droits de l'Homme ; **Olivier Dupuis**, syndicaliste ; **Patrick Farbiaz**, Écologie sociale ; **Gérard Filoche**, BN du Parti socialiste ; **Nadine Garcia**, syndicaliste ; **Jean-Luc Giberlin**, Vice-Président conseil régional Occitanie, PCF ; **Anne Hessel-Lecarpentier**, BN Nouvelle Donne ; **Lucien Jallamion**, République et Socialisme ; **Michel Jallamion**, militant services publics, Conseiller régional IDF R&S-FdG ; **Marianne Journiac**, République et Socialisme ; **Jean-Yves Lalanne**, maire PS de Billère 64 ; **Annie Lahmer**, cons rég EELV Ile de France ; **Elise Lowy**, EELV ; **Nicole Lozano**, BN Nouvelle Donne ; **Jean Claude Mamet**, Ensemble ! ; **Philippe Marlière**, politiste ; **Gus Massiah**, altermondialiste ; **Roland Mérieux**, Ensemble ! ; **Jean François Pellissier**, porte-parole d'Ensemble ! ; **Loïc Pen**, médecin urgentiste, Creil ; **Simone Sebban**, BN Nouvelle Donne ; **Eric Thouzeau**, Cons. Rég. PS Pays de Loire ; **Hocine Tmimi**, Adjt au maire de Vitry-sur-Seine et Cons. dép. 94 ; **Stéphanie Treillet**, Ensemble ! ; **Guy Tresallet**, syndicaliste ; **Maryse Tripier**, sociologue ; **Marie Christine Vergiat**, députée européenne ; **Marie Pierre Vieu**, députée européenne, PCF-GUE ; **Vincent Présumey**, animateur du blog APLS, syndicaliste.

Reconstruire la gauche

Appel de militants et sympathisants socialistes

L'électorat de gauche a lourdement sanctionné le quinquennat de François Hollande.

Plusieurs mois après, ceux qui ont mené les socialistes dans le mur sont toujours à la tête du Parti socialiste. Ils ont pour l'instant réussi à repousser le premier débat indispensable après une telle défaite : celui du bilan et de l'inventaire.

CICE, déchéance de nationalité, loi El Khomri : ces trois questions symbolisent à elles seules la dérive néo-libérale que les dirigeants socialistes actuels ont cautionnée. Ils ont tourné le dos à toute volonté de transformation en faveur de la majorité sociale : les salariés en activité, en formation, à la retraite ou privés d'emploi. Avec les politiques d'accompagnement du capitalisme financier menées, c'est l'an dernier qu'en France, le versement de dividendes a battu tous les records !

Comment le parti de Jaurès a-t-il pu en arriver là ? Nous devons tenter d'éviter le pire : la liquidation de l'héritage socialiste.

Refonder le socialisme de transformation sociale dont notre époque a besoin et **construire la gauche de demain** sont deux impératifs.

Le Labour party avec Jeremy Corbyn, et le PS portugais à la tête d'une majorité de toute la gauche montrent une autre voie que celle qui a été suivie ces dernières années en France. C'est celle que nous proposons d'emprunter.

Remettre le social au cœur du projet socialiste, en partant des difficultés que rencontrent au travail ou dans leur vie quotidienne la majorité des citoyens de notre pays ; **Répartir les richesses d'abord** dans un pays qui n'en a jamais produit autant ; **Prendre la tête de l'urgente transition écologique** pour sauver une planète de plus en plus menacée ; **Poser les jalons d'une reconquête démocratique en Europe** comme en France avec une VIème République favorisant l'intervention citoyenne ; voilà trois axes majeurs de réorientation.

Vite : un congrès politique de réorientation !

D'ores et déjà, au-delà des mots, il faut s'inscrire sans délai dans une opposition ferme et sans concession à la politique de droite du gouvernement Macron. Cela nécessite la participation active au mouvement social et la réaffirmation du nécessaire rassemblement de la gauche dans toute sa diversité.

Vite : un congrès pour la transformation sociale. Un congrès socialiste démocratique qui rejette enfin toutes les ambiguïtés des synthèses molles !

Un congrès ouvert à toutes celles et tous ceux, militants, sympathisants, associatifs, syndicalistes, élus, intellectuels ... qui veulent tirer les bilans pour reconstruire.

Vous ne voulez pas nous perdre de vue ?

Abonnez-vous au site :

<https://aplutsoc.wordpress.com/feed/>